

TRAITÉ DE COOPERATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

Destinataire :

Maillet, Alain
CABINET LE GUEN MAILLET
5, place Newquay
BP 70250
35802 Dinard
FRANCE

PCT

OPINION ECRITE
(règle 66 du PCT)

Date d'expédition
(jour/mois/année)

06.04.2004

Référence du dossier du déposant ou du mandataire
8339

DELAI DE REPONSE 3 mois à compter de la date
d'expédition indiquée ci-dessus

Demande internationale No.
PCT/FR 03/01022

Date du dépôt international (jour/mois/année)
02.04.2003

Date de priorité (jour/mois/année)
09.04.2002

Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB
H04L29/08

Déposant
FRANCE TELECOM SA et al.

1. La présente opinion écrite est la **première** opinion de cette nature rédigée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international.
2. La présente opinion contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :
 - I ☒ Base de l'opinion
 - II ☐ Priorité
 - III ☐ Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
 - IV ☐ Absence d'unité de l'invention
 - V ☒ Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
 - VI ☐ Certains documents cités
 - VII ☐ Irrégularités dans la demande internationale
 - VIII ☐ Observations relatives à la demande internationale
3. Le déposant est invité à répondre à la présente opinion.

Quand? Voir le délai indiqué plus haut. Le déposant peut, avant l'expiration de ce délai, en demander la prorogation à l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir la règle 66.2.d).

Comment? En présentant une réponse par écrit, accompagnée le cas échéant, de modifications, conformément à la règle 66.3. Pour la forme et la langue des modifications, voir les règles 66.8 et 66.9.

En outre : Pour une possibilité additionnelle de présenter des modifications, voir la règle 66.4.
Pour l'obligation faite à l'examinateur de prendre en considération des modifications ou des arguments, voir la règle 66.4 bis.
Pour une communication officielle avec l'examinateur, voir la règle 66.6.

En l'absence de réponse, le rapport d'examen préliminaire international sera établi sur la base de la présente opinion.
4. La date limite d'établissement du rapport d'examen préliminaire international conformément à la règle 69.2 est le : 09.08.2004

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international



Office européen des brevets - P.B. 5818 Patentlaan 2
NL-2280 HV Rijswijk - Pays Bas
Tél. +31 70 340 - 2040 Tx: 31 651 epo nl
Fax: +31 70 340 - 3016

Fonctionnaire autorisé

Schwibinger, H-P

Agent des formalités (y compris prolongation de délais)
Van Deursen, T
N° de téléphone +31 70 340-3478



6. Observations complémentaires, le cas échéant :

V. Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Déclaration

Nouveauté (N)	Revendications	7
Activité inventive (IS)	Revendications	
Possibilité d'application industrielle (IA)	Revendications	

2. Citations et explications

voir feuille séparée

Concernant le point V

Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1) Il est fait référence au document suivant:

D1: WO 01 37517 A (WAYPORT INC) 25 mai 2001

2) L'objet de la revendication indépendante 7 de la présente demande n'est pas nouveau et donc ne satisfait pas aux conditions sur nouveauté (Article 33(2) PCT).

2.1) D1 décrit (page 7, ligne 27-35 en combinaison avec la figure 1), en suivant mot-à-mot la revendication 7, un signal contenant des données destinées à être acheminées depuis un terminal vers un correspondant via un réseau de communication principal de type Internet et un réseau de communication auxiliaire câblé, signal contenant en outre des informations de localisation, représentatives d'une location géographique dudit terminal, et générées par des moyens de gestion de localisation. La solution proposée dans la revendication 7 de la présente demande est donc considérée comme n'étant pas nouvelle (Article 33(2)PCT).

2.2) Le demandeur est informé que l'objet de la revendication 7 porte sur un banal signal du type GPS, alors que l'invention présentée dans la demande ne repose pas sur le signal utilisé, et donc que les signaux tels que décrits dans la description ne sauraient satisfaire la condition de nouveauté s'ils faisaient l'objet d'une revendication modifiée.

3) Contrairement à ce qu'exige la Règle 5.1(a)(ii)PCT, la description n'indique pas l'état de la technique antérieure pertinent exposé dans le document D1 et ne cite pas ce document.

4.1) Les revendications indépendantes ne sont pas présentées en deux parties comme prévu par la Règle 6.3(b)PCT, alors qu'une telle présentation semblerait appropriée en l'espèce, les caractéristiques connues en combinaison de l'état de

la technique (document D1) figurant dans le préambule (Règle 6.3(b)(i)PCT) et les caractéristiques restantes figurant dans la partie caractérisante (Règle 6.3(b)(ii)PCT).

- 4.2) Les caractéristiques figurants dans les revendications ne comportent pas de signes de référence mis entre parenthèses (Règle 6.2(b)PCT).
- 5) Afin de faciliter l'examen de conformité au regard des dispositions de l'article 34(2) b) PCT des pièces modifiées de la demande, le demandeur est invité à identifier clairement les modifications apportées, qu'il s'agisse de modifications par adjonction, remplacement ou suppression et à préciser sur quels passages de la demande telle que déposée ces modifications sont basées (cf. également règle 66.8 a) PCT).

Ces modifications pourront, le cas échéant, être portées sous forme manuscrite sur une copie des parties concernées de la demande telle que déposée.